



Empowered lives.
Resilient nations.

**Recrutement d'un consultant national pour l'évaluation et
l'analyse de l'impact de la COVID-19 sur la continuité
pédagogique au Cameroun**

Termes de référence

Août 2020

1. Contexte et justification

La propagation rapide du nouveau Coronavirus (Covid-19) dans le monde a incité les gouvernements à prendre des mesures appropriées pour contenir la propagation de la pandémie. Le Gouvernement du Cameroun a mis en place plusieurs mesures restrictives sur les regroupements et les déplacements de population incluant entre autres la fermeture de tous les établissements scolaires et universitaires, la suspension des vols internationaux à l'arrivée et au départ du pays et le port systématique des masques de protection. L'entrée en vigueur de cette décision gouvernementale le 18 Mars 2020 a affecté la scolarisation de 7,2 millions d'élèves et étudiants inscrits dans les établissements publics et privés implantés sur le territoire national dont environ 4,5 millions d'enfants du primaire avec 47% de filles. Cette mesure touche également 1,8 millions d'élèves de l'enseignement secondaire général et technique, 40.000 apprenants de la formation professionnelle et plus de 500 000 étudiants issus des universités et autres instituts d'enseignement supérieur.

Par ailleurs, les opportunités d'apprentissage des enfants vulnérables vivant dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord touchées par les conflits sont perturbées par la fermeture des structures d'éducation non formelle. Dans ces régions, on dénombre près de 1,8 million d'enfants d'âge scolaire qui sont dans le besoin de soutien d'urgence pour accéder à l'éducation, dans un contexte marqué par les conflits armés, la violence, les inondations, le choléra et les épidémies de rougeole. L'interruption de l'enseignement en classe a de graves conséquences sur les capacités d'apprentissage des enfants et la qualité de l'éducation. Les enfants issus des familles les plus pauvres courent beaucoup plus de risques de ne pas retourner à l'école que ceux des ménages les plus nantis accentuant les risques de décrochage scolaires. L'impact de la fermeture des établissements scolaires va largement au-delà du spectre scolaire et expose les enfants et les adolescents aux multiples risques liés au travail des enfants, le mariage précoce, les grossesses non désirées, l'exploitation et les abus sexuels, les violences à l'égard des filles, le travail domestique, l'enrôlement des enfants par les groupes armés, les chocs économiques etc.

Bien que l'enseignement à distance via l'internet se soit avéré être une solution efficace dans bon nombre de pays à travers le monde, le Cameroun, comme la plupart des pays d'Afrique centrale n'est pas encore bien préparé pour exploiter efficacement cette approche d'enseignement notamment à travers des classes virtuelles nécessitant des plates-formes d'apprentissage, une connectivité Internet suffisante et des équipements appropriés (ordinateurs, tablettes, smartphones, etc.). Par ailleurs, la plupart des enseignants et autres personnels de l'éducation ne sont pas formés à la production et à l'utilisation des ressources éducatives numériques. Bien plus, La Covid-19 a révélé au grand jour d'importantes disparités dans l'accès des populations à ces infrastructures selon les zones de résidence (urbain/rural), les régions et le niveau de vie (pauvreté). L'épidémie au coronavirus offre « malgré elle » l'opportunité de faire de l'enseignement à distance un pilier essentiel et permanent de nos systèmes

éducatifs. Dès lors, les Gouvernements devront accorder une priorité élevée à cette approche éducative dans les programmes scolaires, tant au niveau des formateurs que des apprenants.

Le Cameroun a décidé le 30 avril 2020 d'assouplir les mesures de restriction prises dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 avec un respect obligatoire des mesures barrières, notamment le port du masque de protection et la distanciation sociale y compris dans les établissements scolaires et universitaires dont la réouverture partielle a été effective le 1er juin 2020 avec une organisation des examens certificatifs aux mois de juillet et août 2020 et un passage en classe supérieure pour les élèves des classes intermédiaires sur la base d'une moyenne conjuguée des 2 premiers trimestres. Comme beaucoup d'autres pays, le Cameroun se prépare à une réouverture totale et complète de ces établissements scolaires pour la rentrée scolaire 2020 -2021 prévue le 05 octobre 2020. La présente étude se propose de mener une analyse profonde des effets de la pandémie de la Covid-19 sur le processus enseignement - apprentissage au Cameroun tout en ayant l'ambition de faire ressortir des pistes de solutions à court et à moyen terme. En outre, il s'agira également d'explorer les pistes d'innovation afin d'assurer les services sociaux nécessaires via les technologies de l'information et de la communication pour assurer la continuité pédagogique.

2. Objectifs

L'objectif général de la consultance est d'évaluer et d'analyser l'impact de la COVID-19 sur le processus enseignement – apprentissage et la continuité pédagogique au Cameroun. La consultance vise également à proposer un cadre d'orientation pédagogique et sanitaire pour la réouverture des établissements scolaires et l'organisation des cours dans un environnement sain, sûr et protecteur. Cette analyse réalisée par un effort conjoint des agences des Nations Unies et d'autres partenaires au développement en partenariat avec le Gouvernement formulera des recommandations fortes pour le renforcement de la résilience multirisque du système éducatif face aux crises.

Plus précisément, elle a pour objectifs de:

- Entreprendre une collecte de données visant à compléter les données existantes provenant de sources multiples sur l'impact du COVID-19 sur le système éducatif,
- Analyser l'impact pédagogique lié à la modification du mode d'enseignement habituel ou traditionnel sur le processus enseignement – apprentissage,
- Analyser l'impact psychosocial de la pandémie sur l'enseignement et l'apprentissage;
- Analyser les conséquences de la fermeture d'écoles et d'universités (pour les élèves/étudiants) et les parents,
- Identifier les interventions politiques publiques plausibles et élaborer une note d'orientation sur les contributions du système éducatif afin de contenir la propagation du virus et de reconstruire un système éducatif meilleur, plus inclusif et résilient;

3. Mandat du consultant

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette activité, il est attendu du consultant sous la responsabilité technique du Groupe de travail Education, formation et innovation du Système des Nations Unies (SNU), de :

1. Établir une revue complète de la littérature (en utilisant principalement les différentes réponses éducatives et / ou les plans d'urgence élaborés par les ministères de l'Éducation pour la continuité de l'apprentissage pendant la pandémie COVID-19 et des plans prospectifs pour la réouverture des écoles);
2. Interagir avec le groupe de travail Education, formation et innovation du Système des Nations Unies placé sous la facilitation de l'UNESCO pour les réunions de suivi de la mise en œuvre et des progrès et difficultés éventuellement constatés sur le terrain,
3. Se référer à l'UNESCO en tant que facilitateur du groupe de travail Education, pour toutes questions d'ordre technique relevant de la mise en œuvre des activités,
4. Exploiter et analyser les données et élaborer un rapport d'étude conformément aux Termes de référence qui lui ont été assignés, et sur la base des orientations du groupe de travail Education du SNU,
5. Présenter pour enrichissements et validation le rapport de l'étude, en collaboration avec les membres du Groupe Education du Système des Nations Unies au Cameroun.

4. Livrables

Au terme de cette étude, il est attendu du consultant de fournir les livrables suivants :

1. Une note de cadrage conceptuel et méthodologique
2. Un rapport d'analyse sur l'impact pédagogique et technologique lié à la modification du mode d'enseignement habituel ou traditionnel sur le processus enseignement – apprentissage,
3. Un cadre d'orientation (scénarios) pour les examens et les programmes de rattrapage au Cameroun en contexte de Covid -19,
4. Une note d'analyse sur l'impact psychosocial de la pandémie sur l'enseignement et l'apprentissage assorti d'un cadre d'orientation sur le soutien sanitaire et psychosocial aux enseignants, au personnel d'encadrement et aux élèves à la réouverture des écoles;
5. Un document d'orientation sur l'encadrement pédagogique des parents en soutien à l'activité éducative des enfants, ;
6. Un rapport final d'analyse d'impact assorti des recommandations.

5. Méthodologie

Sous la coordination du Coordinateur résident du Système des Nations Unies et de l'équipe pays des Nations Unies, et sous la supervision directe de la cheffe du bureau du Coordinateur résident des Nations unies du (RCO), l'étude sera réalisée par un/e

consultant(e), bénéficiant de l'appui technique et financier du Système des Nations Unies (SNU) à travers le PNUD Cameroun. L'étude se concentrera sur le changement de paradigme dans le processus enseignement-apprentissage (dispositifs innovants d'enseignement à distance), l'offre et la demande privée d'enseignement avec un focus sur la situation des enseignants de cet ordre d'enseignement et sur la diffusion des conclusions de l'étude. Les évaluations d'impact examineront les réponses nationales en matière d'éducation à la Covid-19 et les stratégies pour atténuer l'impact négatif de la crise sur le futur de l'éducation au Cameroun. Elles fourniront un aperçu du processus d'enseignement - apprentissage au Cameroun avant et pendant la crise sanitaire, et une projection à moyen et à long terme. En outre, elles mettront en évidence les principales mesures adoptées par le Cameroun pour faire face à la crise et ses effets sur le processus d'enseignement et d'apprentissage. Le travail préliminaire du groupe de travail sera de s'entendre sur les dimensions clés sur lesquelles l'étude doit se concentrer. Naturellement, ce choix dépendra non seulement de la disponibilité des données et des informations mais aussi de la pertinence / priorisation de ces dimensions par le Cameroun. Sur la base des dimensions retenues, une étude documentaire nationale de l'impact de la Covid sur le système éducatif camerounais axée sur le processus enseignement - apprentissage sera produite. Il sera basé sur les données et informations disponibles et générées par les différentes organisations nationales et internationales. Il sera construit spécifiquement sur les activités déjà initiées et le corpus initial de preuves collectées par les partenaires au développement. Cela comprend l'enquête de l'UNESCO sur les réponses nationales en matière d'éducation dans 60 pays, l'enquête de l'UNICEF sur les pratiques prometteuses pour un apprentissage à distance équitable menée dans ses 128 bureaux de pays, ainsi que l'étude de la Banque mondiale sur les chocs dans l'éducation et les réponses politiques. Il s'appuiera également sur les résultats de l'enquête conjointe UNESCO-UNICEF-Banque mondiale pour suivre l'évolution des réponses du système éducatif.

6. Rôle du Groupe de suivi

Une équipe technique inter-agence sous la forme d'un groupe de travail Education, formation et innovation composée de représentants des agences parties prenantes à l'étude, sera chargée d'accompagner le consultant dans la réalisation de sa prestation. Le Groupe de travail est placé sous la responsabilité technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) qui en assure la facilitation. Ainsi, le Groupe de travail aura pour missions de :

- Valider la méthodologie proposée par le consultant ;
- Assurer le cadrage méthodologique de l'activité ;
- Assurer le suivi et la bonne exécution de la mission ;
- Veiller au respect des délais contractuels.
- Organiser la présentation finale et la validation du rapport de l'étude.

7. Profil du/de la consultant(e)

Le/la Consultant(e) doit répondre aux critères suivants :

- Diplôme universitaire supérieur d'au moins (Master ou équivalent) ou de niveau équivalent en sciences sociales (sciences de l'éducation, psychologie de l'éducation, sociologie, ...)
- Expérience professionnelle de 15 ans au minimum dans l'enseignement où la formation des enseignants;
- Expérience professionnelle de 10 ans au minimum au niveau international sur les formations, les études, propositions et gestion de projets éducatifs dans l'enseignement primaire, secondaire ou supérieur;
- Expérience avérée dans la gestion et le développement des plateformes de d'enseignement et de formation à distance;
- Très bonne connaissance des contextes éducatifs en Afrique et en particulier celui du système éducatif du Cameroun,
- Avoir une connaissance du Système des Nations Unies serait un atout

NB: Les candidatures féminines sont fortement encouragées. Etre parfaitement bilingue serait un atout.

8. Offres

8.1. Procédure de soumission de l'offre

L'appel à manifestation d'intérêt est national et ouvert aux consultants qualifiés. Les candidats devront soumettre au plus tard 10 jours après publication de l'appel à candidature les éléments suivants :

(i) une offre technique ressortant clairement : la compréhension de la consultation, la méthodologie proposée, l'organisation du travail, les références des expériences dans le domaine (à préciser), un Curriculum Vitae (CV) le plus actualisé. Les candidatures seront déposées au siège du PNUD (Yaoundé) contre récépissé.

(ii) une offre financière. Il est à noter que tous les coûts et tarifs doivent être exempts de taxe, le PNUD étant exonéré d'impôts.

Le tableau ci-après doit être utilisé pour préparer le tableau des coûts. Il comporte des lignes de dépenses spécifiques qui peuvent ne pas être requises ou applicables, mais qui sont en tout état de cause données comme exemples.

Description de l'activité / article	Unité	Coût	Montant total estimé
1	Honoraire du consultant	H/jour	
2	Autres		
3	Communications	Forfait	

A l'issue de l'évaluation des offres financières, le candidat techniquement apte et ayant présenté l'offre financière la moins disante sera retenu.

8.2. Evaluation des offres

L'évaluation des propositions se déroulera en deux temps. L'évaluation sur la base du

CV sera préalablement réalisée avant la comparaison des propositions financières. La proposition financière ne sera considérée que pour les soumissions qui auront reçu la note technique de 70% sur un score total maximum de 100 points.

Lors de la deuxième étape, les offres financières de tous les prestataires ayant obtenu la note technique minimale de 70% au cours de l'évaluation technique seront comparées.

Le contrat sera adjugé au consultant proposant l'offre la mieux disante (celle ayant obtenue la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30.)

a) Critères techniques – 70% de l'évaluation totale – sur 100 points

Critère d'évaluation	Pondération	Total des points (100 pts)
Qualification et expérience		
Expérience professionnelle d'au moins 05 années dans le domaine des sciences sociales (sciences de l'éducation, psychologie de l'éducation, sociologie, ...) Expérience professionnelle de 15 ans au minimum dans l'enseignement où la formation des enseignants	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Expérience dans le domaine cité (5 pts) ✓ Nombre d'années d'expérience 05 ans ou plus (10 pts) 	15 pts
Expériences en termes d'expertise dans l'élaboration des programmes de formation des enseignants, la formation des enseignants (initiale et continue), la conduite des activités pédagogiques, etc.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Avoir réalisé ce type de travail, (5 pts par travail cité) 	35 pts
Expérience de travail avec le gouvernement et les partenaires au développement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Expérience de travail avec le gouvernement, la société civile/partenaires sociaux, les partenaires au développement (10 pts) 	10 pts
Profil du Consultant		
Diplôme universitaire supérieur (Master/DESS ou équivalent) dans les domaines suscités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bac + 5 dans les domaines cités (20 pts) ✓ PHD (5 pts) 	25 pts

3

Maitrise des plateformes de formation à distance (à compléter)	✓ SPSS, Eviews, Stata	5 points
Maitrise des langues	✓ Français (5 pts) ✓ Anglais (5 pts)	10 points

b) Critères financiers – 30% de l'évaluation totale

La formule suivante sera utilisée aux fins d'évaluation des propositions financières

$P=y(\mu/z)$ dans laquelle :

P= la proposition financière soumise ;

Y= le nombre maximum de points pour la proposition financière ;

μ = le montant de la proposition la moins disante ;

z= le montant de la proposition soumise

9. Durée de la prestation

La durée contractuelle de la mission est estimée à 30 jours ouvrables. Un contrat de prestations de services sera formalisé à cet effet suivant les procédures de passation de marché en vigueur au PNUD.

Approuvés par :

Vu